

## 4 International

## L'urgence internationale est déclarée

**ÉPIDÉMIE** Jeudi soir, le comité d'urgence de l'Organisation mondiale de la santé a jugé la mesure nécessaire. Beaucoup estiment que l'OMS a tardé. Mais face à Pékin, deuxième contributeur étatique de l'agence onusienne, avait-elle le choix?

STÉPHANE BUSSARD  
@StephaneBussard

L'Organisation mondiale de la santé a finalement décidé jeudi soir de déclarer l'épidémie de coronavirus, qui sévit en Chine depuis plusieurs semaines, une urgence de santé publique de portée internationale. Devant la presse, le directeur général de l'OMS, Tedros Adhanom Ghebreyesus, a annoncé la mesure alors que l'épidémie a déjà tué 170 personnes et infecté plus de 7700 autres en Chine continentale et qu'elle s'est exportée dans plus de quinze pays. La pression internationale s'est renforcée ces derniers jours, plusieurs compagnies aériennes décidant de renoncer à desservir la Chine, dont la ville de Wuhan, l'épicentre de l'épidémie. Plusieurs pays ont envoyé des avions pour rapatrier certains de leurs concitoyens. Jeudi, la Russie a annoncé qu'elle fermait ses frontières avec la Chine. Les Ministères de la santé sont en état d'alerte pour parer à toute éventualité.

**«Aucun pays n'aime devoir faire l'objet d'une déclaration d'urgence de santé publique de portée internationale»**

ANTOINE FLAHAULT, DIRECTEUR DE L'INSTITUT DE SANTÉ GLOBALE DE L'UNIVERSITÉ DE GENÈVE

L'OMS réfute toutefois le fait que le comité d'urgence aurait été télégué par le pouvoir chinois. «Le comité était très divisé, mais sur des questions scientifiques et épidémiologiques, non pas politiques. Maintenant que l'on sait que le

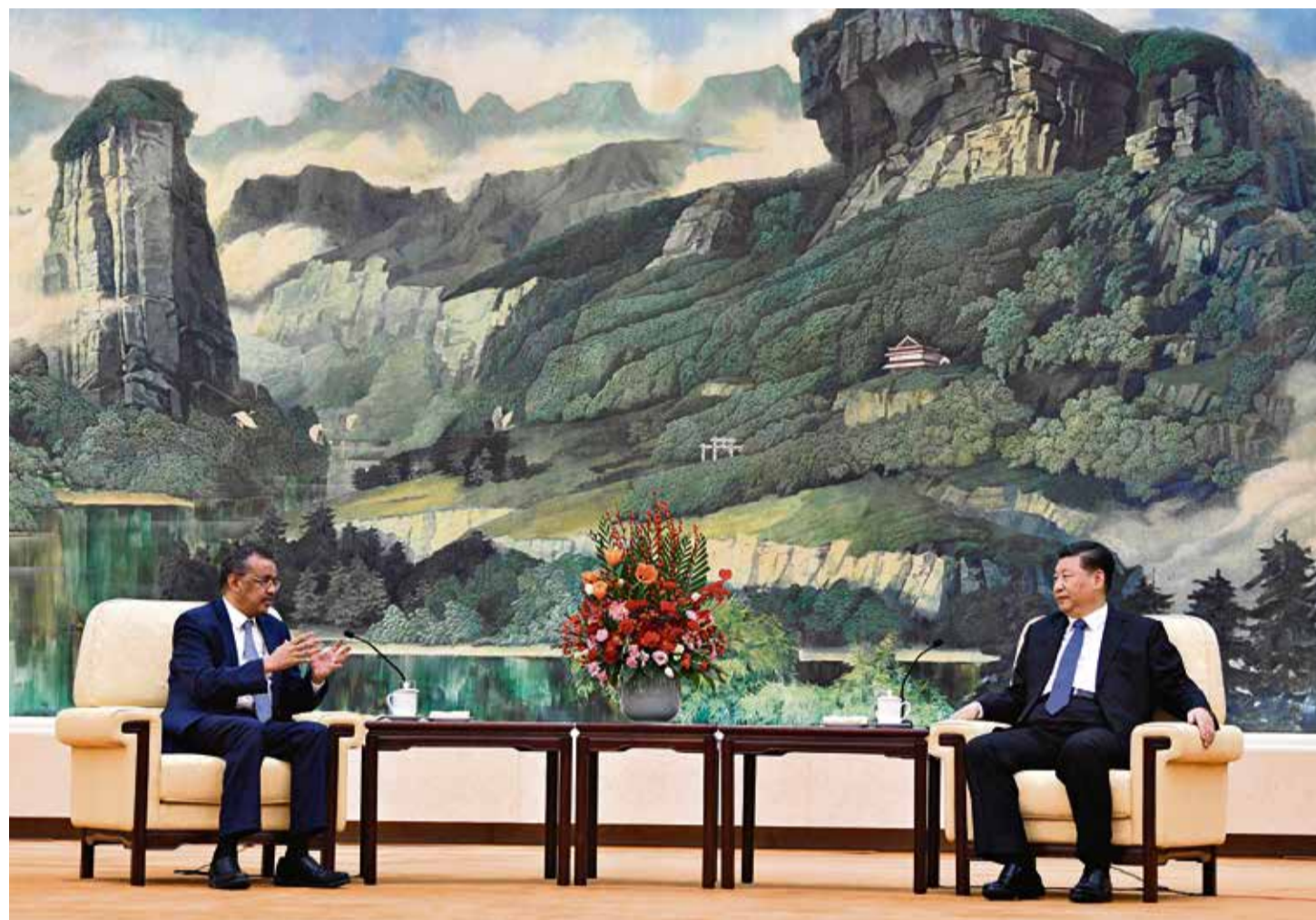
virus a été transmis directement de personne à personne à l'étranger, la donne change.»

Mercredi, nombre de diplomates n'ont pas caché leur surprise face aux propos très (trop) élogieux du docteur Tedros à propos de la

Chine. «J'ai été très encouragé et impressionné par l'engagement personnel et la connaissance pointue du président [Xi Jinping] au sujet de l'épidémie. Pour moi, c'est un leadership très rare.» Autant d'éloges au sujet du président

chinois rencontré deux jours plus tôt s'expliquent, estime un diplomate occidental: «Tedros prépare l'opinion publique chinoise à la déclaration d'urgence sanitaire.» Directeur de l'Institut de santé globale de l'Université de Genève,

Antoine Flahault le souligne: «Aucun pays n'aime devoir faire l'objet d'une déclaration d'urgence de santé publique de portée internationale, car les conséquences sanitaires, sociales, économiques et politiques sont considérables.»



Le directeur général de l'OMS, Tedros Adhanom Ghebreyesus, en conversation avec le numéro un chinois, Xi Jinping, mardi à Pékin. (NAOHIKO HATTA-POOL/GETTY IMAGES)

## COMMENTAIRE

## L'urgence, l'arme de l'OMS face à Pékin

L'Organisation mondiale de la santé est-elle dépassée par l'épidémie de coronavirus? Avant qu'elle ne déclare l'urgence de santé publique de portée internationale, nombre de compagnies aériennes avaient déjà décidé de ne plus desservir la Chine, la Russie de fermer ses frontières et nombre de pays de se mettre en état d'alerte. Le temps que l'OMS a mis pour décréter l'urgence a donné l'impression qu'elle n'avait plus l'autorité pour imposer

ses priorités. Après la surréaction de l'organisation onusienne à la pandémie de H1N1 en 2009 et sa réponse tardive à l'épidémie d'Ebola en Afrique de l'Ouest en 2014, elle aurait de nouveau tergiversé.

L'épidémie de coronavirus montre cependant à quel point les questions de sécurité sanitaire sont hautement politiques. Décréter l'urgence il y a une semaine aurait été perçu, en Chine, comme un acte hostile. Affaibli financièrement, l'OMS a finalement joué de la menace de l'urgence pour mieux contraindre le pouvoir chinois à coopérer en toute transparence. Mais elle a aussi

montré sa vulnérabilité face à la puissance chinoise prête à dicter ses volontés. Céder de manière trop flagrante à Pékin aurait cependant été dévastateur pour la crédibilité de l'institution genevoise.

Le très politique directeur de l'OMS l'a bien compris. En fin de compte, il obtient la coopération de Pékin et l'urgence. Un pas nécessaire. La transmission du virus de personne à personne a lieu hors de Chine. En fonction de la sévérité du virus, qui reste pour l'heure une inconnue, des régions comme l'Afrique, en étroit contact avec la Chine, pourraient payer le prix fort d'une épidémie hors de contrôle. ■ S. BU.

## Des besoins mutuels

Codirectrice du Centre de santé globale à l'Institut de hautes études internationales et du développement et spécialiste des questions de sécurité sanitaire internationale, Suerie Moon n'est pas étonnée de la manière dont l'OMS et la Chine ont interagi ces jours: «Le fait que Tedros est allé voir le président Xi à Pékin est totalement inhabituel dans de telles circonstances. Cela traduit de part et d'autre une volonté politique d'engagement de haut niveau. L'OMS a besoin de la Chine et vice-versa. Une déclaration d'urgence avant cela aurait été perçue par Pékin comme un acte hostile qui aurait pu mettre à mal la coopération entre les deux. L'OMS ne pouvait pas se permettre un tel cas de figure.» Pour Suerie Moon, la menace de déclaration d'urgence était en réalité un bon argument de négociation face au pouvoir chinois, une manière de l'exhorter à coopérer le plus possible avec elle. Antoine Flahault ajoute: «Que l'OMS prenne du recul, qu'elle n'aille pas toujours dans le sens de l'opinion publique et des médias me semble précisément être son rôle.»

Nombre d'experts s'accordent à dire que la Chine a pris des mesures radicales pour combattre l'épidémie. La mise en quarantaine de près de 60 millions d'habitants dans plusieurs villes de Chine est sans précédent. Pékin a, entend-on, tiré les leçons de l'épidémie de SRAS de 2003. Les autorités chinoises avaient alors été accusées d'avoir caché l'épidémie pendant trois mois avant de communiquer les premiers cas. Aujourd'hui, si beaucoup attestent de la plus grande transparence et de la coopération de la Chine, quelques points restent obscurs. Pékin a ainsi annoncé le premier cas le 31 décembre 2019. Or, selon *The Lancet*, le premier cas identifié remonte au 1er décembre. Un laps de temps suffisamment long pour que certains soupçonnent Pékin d'avoir tardé à communiquer. ■

## L'ONU piratée à Genève: un besoin de transparence

**SÉCURITÉ** Les Nations unies confirment que leurs serveurs ont subi une «sérieuse» attaque informatique cet été. Mais elles assurent que la situation est sous contrôle

LUIS LEMA  
@luislema

Cet employé de l'ONU, à Genève, est outré. Au point qu'il l'a fait savoir sans détour jeudi à ses supérieurs. Il a appris la veille, sur le site du média *The New Humanitarian*, qu'il pourrait avoir été victime d'un piratage informatique. Dans les dossiers de son ordinateur: des listes de contacts, des comptes rendus de réunions et, surtout, des témoignages de victimes de certains Etats, recueillis ces dernières années. Un matériel à ne pas mettre entre toutes les mains...

Un piratage informatique? A la vérité, l'information avait déjà circulé, en juillet

dernier, au Palais des Nations de Genève. Mais entre-temps, *The New Humanitarian* a eu accès à un document interne de l'ONU prouvant qu'il s'agit là de «l'une des intrusions informatiques les plus importantes» à avoir eu lieu jusqu'ici dans le système des Nations unies. Des dizaines de serveurs auraient été touchés, selon le rapport interne, aussi bien à Genève qu'à Vienne. Pour ce qui est de la première ville, le piratage concernerait le siège de l'ONU lui-même ainsi que le Haut-Commissariat aux droits de l'homme (OHCHR).

Même si elle reconnaît que cette cyberattaque est «sérieuse», l'ONU en relativise la portée. «A Genève, les serveurs qui ont été ciblés ne contenaient pas de données sensibles», explique-t-on au *Temps*. Il n'en reste pas moins que, selon l'ONU, «les méthodes et les outils utilisés» démontrent l'importance «des moyens, des capacités et de la détermination» mis en œuvre par les pirates informatiques. L'ONU ne le dit pas,

mais de telles compétences trahissent sans doute la responsabilité d'un Etat plutôt que d'un groupe ou d'un individu isolé.

Alessandra Vellucci, directrice de l'information, assure que l'ONU a réagi en accord avec les «protocoles existant en matière de cybersécurité». Et, comme pour rassurer les employés qui se sentent insuffisamment informés: «Ceux qui devaient être notifiés de l'incident l'ont été.»

## Une confiance nécessaire

Sans se prononcer sur cette attaque particulière, les experts consultés par *Le Temps* insistent pourtant sur un besoin accru d'information. «Le piratage informatique, c'est comme une maladie contagieuse, note Steven Meyer, directeur de la société de cybersécurité ZENData, à Genève. La transparence est absolument nécessaire pour éviter que cette maladie puisse se répandre. Il s'agit notamment de prévenir à temps les possibles victimes

collatérales, pour qu'elles soient en mesure de se protéger.»

Un constat partagé par Jovan Kurbalija, directeur exécutif de la DiploFoundation et responsable de la Geneva Internet Platform. «Plus vous êtes pertinent et plus vous serez exposé aux cyberattaques, résumet-il. Cela est vrai pour l'ONU, mais aussi pour la Genève internationale dans son ensemble, y compris les ONG qui gravitent autour des Nations unies. Or, ce secteur doit réfléchir à la manière de communiquer lors de ce genre d'attaques.» A ses yeux, l'affaire est entendue: «La confiance est une condition nécessaire à la construction d'un espace digital.»

Victimes des exactions des Etats, mais aussi conférences diplomatiques – à l'instar de celles qui se tiennent à Genève sur la Syrie – ou encore négociations sur les questions liées à la santé, au commerce ou à la propriété intellectuelle... Dans tous ces domaines, poursuit Jovan Kurbalija, on

peut sans doute faire confiance à l'ONU. «Mais je préfère le principe selon lequel la confiance est accompagnée de vérifications», sourit-il, en plaidant pour une réglementation transparente qui réunirait aussi bien l'ONU que ses Etats membres.

«La National Security Agency (NSA) américaine s'est fait pirater, l'Union européenne s'est fait pirater, tout comme le parlement allemand. Plus un bâtiment est grand et plus il est difficile de le protéger, insiste Steven Meyer. On doit désormais vivre avec ça, mais il faut aussi veiller à mettre en place les meilleures pratiques possible pour minimiser les risques.» Une observation en partie confirmée du côté du Palais des Nations: «L'ONU est souvent visée. Malgré les nouvelles mesures de sécurité qui sont prises constamment, la menace de futures attaques, plus ou moins sophistiquées, est toujours présente. Le secrétariat des Nations unies y répond de manière quotidienne. ■